



## FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

### RAPPORT NARRATIF FINAL SUR LES PROGRES REALISES

**Organisation des Nations Unies Destinataire:**

Programme des Nations Unies pour le Développement - **PNUD**

**Domaine prioritaire:**

Réintégration/Relèvement communautaire

**No et Titre du Projet:**

**PBF Project No:** PBF/BDI/A-8

**PBF Project Title:** Appui à la réintégration socio-économique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke

**Rapport No.: 3**

Février 2011

**Période couverte par le rapport:**

Octobre 2009 à Décembre 2010

**Budget du Projet (PBF):**

PBF:	1,787,553 US\$
PNUD/BCPR:	1,382,000 US\$
Gouvernement du Burundi:	11,040 US\$

**Liste des Partenaires d'exécution:**

- Institutions gouvernementales du Burundi
- Société Civile/Associations/ONGs locales
- Structures communautaires
- Services décentralisés

**Etendue/Couverture géographique du projet:**

- Provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke

**Abréviations et acronymes:**

**CCDC** : Comité communal de Développement Communautaire

**CPT** : Comité de Pilotage Tripartite

**CTS** : Comité Technique de Suivi

**GoB** : Gouvernement du Burundi

**MCA** : Membre de la Communauté d'Accueil

**MSNDPHG** : Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre

**PCDC**: Plan Communal de Développement Communautaire

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**ONG**: Organisation Non Gouvernementale

**RDExC** : Rapatrié, déplacé et ex-combattants

**SRC** : Service de Reconstruction Communautaire

**Durée du projet/Projet clôturé:**

- Date de démarrage: 02 Octobre 2009
- Date de clôture: 31 Décembre 2010

## Tables des matières

	Page
<b>I. BUT</b>	3
1.1 Objectif et Produits (outputs)	3
1.2 Liens avec le plan prioritaire de consolidation de la paix pour le Burundi	3
1.3 Adaptations de stratégies de mise en œuvre nécessaires en vue de l'atteinte des résultats en fonctions des résultats attendus (si nécessaire)	4
1.4 Acteurs principaux d'exécution	5
<b>II. RESSOURCES</b>	5
2.1 Ressources financières non PBF	5
2.2 Révision budgétaire	5
2.3 Personnel national	6
2.4 Personnel international	6
<b>III. MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI</b>	6
3.1 Modalités d'exécution	6
3.2 Procédures d'exécution	6
3.3 Modalités de suivi	7
3.4 Évaluations	7
<b>IV. RESULTATS</b>	7
4.1 Progrès réalisés en relation avec les produits et résultats planifiés	7
4.2 Progrès accomplis vers l'atteinte des résultats à moyens termes résultant de la réalisation des produits à courts termes au cours de la période couverte par le rapport	14
4.3 Résultats clés atteints pendant la période	15
4.4 Contraintes majeures	16
4.5 Retard dans l'exécution du projet	16
4.6 Partenariats clés et collaboration inter Agences : impact sur l'accomplissement des résultats	16
<b>V. LECONS APPRISES</b>	17
5.1 Comment et par qui les activités ont-elles été suivies et évaluées? Veuillez résumer les résultats du feedback reçu, y compris celui des bénéficiaires.	17
5.2 Qu'est-ce que votre organisation/partenaire a appris du Projet et comment cela s'inscrit-il dans le cadre de la continuité ?	17
5.3 Les expériences acquises au cours de l'exécution du Projet ont-elles été mises à profit et diffusées ?	18
5.4 Le cas échéant, décrivez les liens que vous aurez développé avec d'autres Projets en vue de renforcer l'impact ?	18
<b>VI. PERENNISATION DES ACQUIS DU PROJET</b>	19
<b>ANNEXE</b>	20
Liste des partenaires d'exécution du projet en 2010 et des activités résiduelles de 2011.	21

## **I. BUT**

### **I.1. Objectif et Produits (outputs)**

#### **Objectif général**

Favoriser la réintégration socioéconomique des populations affectées par les conflits dans un contexte de relèvement communautaire, de renforcement de la gouvernance locale et développement des capacités nationales pour la réintégration.

#### **Objectifs spécifiques :**

1. Encourager le retour volontaire des populations affectées par la guerre dans leur communauté dans un environnement de paix.
2. Renforcer la cohésion sociale à travers la promotion de la bonne gouvernance.
3. Assurer la réintégration socioéconomique des populations cibles à travers la relance des activités productives et la promotion de l'entrepreneuriat local.
4. Renforcer les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration.

#### **Résultats attendus :**

1. Les populations affectées par les conflits sont réintégrées de manière pacifique dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil;
2. Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités locales est rétabli
3. Les populations affectées par les conflits ont accès à des moyens de subsistance durables en appui à leur intégration socio-économique
4. Les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration sont renforcées

### **I.2. Liens avec le plan prioritaire de consolidation de la paix pour le Burundi**

La stratégie globale du projet s'est appuyée sur les réponses et les processus nationaux. Elle a pris en compte 3 priorités stratégiques identifiées sur la base de leur apport à la consolidation de la paix et au relèvement communautaire. Il s'agit notamment de (1) la consolidation de la paix et la gouvernance démocratique, (2) la réintégration durable des populations affectées par la guerre et autres sinistrés et (3) l'accès équitable aux services sociaux de base. Dans ce cadre, les efforts ont concouru à la création de conditions favorables au retour des populations affectées par la crise dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil, au renforcement de la cohabitation pacifique, à la prévention et la résolution des conflits et, ce faisant, à la réconciliation communautaire durable qui constitue l'un des principaux axes du programme du Gouvernement depuis 2005.

En ce qui concerne les actions menées pour la consolidation de la paix une attention particulière a été accordée à la stabilisation des communautés. Pour permettre le retour à une vie communautaire normale, l'appui au relèvement socio-économique a tenté de fournir une réponse appropriée à la création d'opportunités économiques pour les rapatriés,

déplacés et ex-combattants et les communautés d'accueil. Les conditions ont été mise en place pour susciter l'esprit associatif, permettre la création d'emplois temporaires, la relance des activités productives et la promotion de l'entrepreneuriat. Dans la poursuite de la réintégration durable des populations affectées par le conflit, le projet a significativement contribué à la consolidation de la paix dans sa zone d'intervention en particulier et au Burundi en général.

### **I.3. Adaptations de stratégies de mise en œuvre nécessaires en vue de l'atteinte des résultats en fonctions des résultats attendus (si nécessaire)**

L'une des premières activités du projet a été de dresser le profil socio-économique des bénéficiaires potentiels parmi les RDExC De la zone d'intervention. A la lumière des résultats, nous avons observé que plus de 95% des RDExC et vulnérables des communautés d'accueil n'avaient pas accès à la terre et à un habitat décent. Donc, il s'avérait nécessaire de permettre aux RDExC d'accumuler un petit capital avant de se lancer dans un programme de réintégration durable. Ainsi, le PNUD a développé une approche novatrice de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit, appelé communément 3 x 6. Cette approche consiste à créer des emplois temporaires et des opportunités économiques durables pour les populations affectées par le conflit à travers des appuis à la reconstruction communautaire, la promotion de la cohésion sociale, et la mise en place d'un mécanisme favorisant l'épargne ou chaque travailleur se constitue un capital dans une institution de micro finance dans le but d'investir dans un projet de réintégration durable.

L'approche se décompose en trois principales phases et s'inspire de la stratégie innovatrice de la Politique des Nations Unies pour la création d'emplois, de revenus, et la réintégration dans les situations post-conflit.



**Une travailleuse du SRC de la province de Cibitoke recevant son livret d'épargne d'un agent de la COOPEC**

La première phase se réalise par la mise en Œuvre du Service de Reconstruction Communautaire -SRC- qui consiste à engager sur une base volontaire les RDExC et

membres de la communauté dans des travaux de réhabilitation / construction des infrastructures communautaires, tels que pistes rurales, ponts, fabrication de briques, écoles, reboisement, construction de maisons pour les populations vulnérables, assainissement. La prise en compte des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC) permet de mieux orienter les microprojets vers les secteurs prioritaires. L'identification des projets est faite en étroite collaboration avec les administrateurs communaux et les membres des Comités communaux de développement communautaire (CCDC). Cette démarche participative et inclusive d'impliquer les structures décentralisées dans l'identification des microprojets et leur suivi programmatique a eu des effets positifs dans le changement des comportements. Entre autres, elle a contribué au rétablissement de la confiance entre les ex-combattants, populations hôtes et autorités.

La seconde phase repose sur l'appropriation par les acteurs. Durant la première phase, les travailleurs ont été encouragés à épargner une partie de leur salaire. Rémunérés 3 000 Fbu par jour, les RDExC et les membres des communautés d'accueil ont tous ouvert un compte dans une institution financière pour y déposer 1 000 Fbu par jour travaillé. Ainsi, à la fin des travaux du SRC, chaque travailleur s'est retrouvé avec une épargne d'environ 78 000 Fbu.

Sensibilisés dans une perspective d'une auto prise en charge, les RDExC et les membres des communautés d'accueil sont invités à se regrouper en association de 10 à 30 membres et d'utiliser une partie de leur épargne pour développer un projet commun de réintégration économique dans les filières de l'agriculture, l'élevage et la transformation des produits agro-pastoraux. Le PNUD contribue au financement des projets proposés par les associations. Pour chaque Fbu qui est investi par l'association, le PNUD triple le montant. A titre d'exemple, une association de 20 ex-combattants qui soumet un projet d'élevage de poules pondeuses et dont leur contribution est de 1 000 000 Fbu, le PNUD va contribuer à la hauteur de 3 000 000 Fbu pour un projet de réintégration d'un montant total de 4 000 000 Fbu.

En s'appuyant sur l'épargne des RDExC et des membres de la communauté d'accueil, le PNUD a initié une dynamique de responsabilité sociale et de partage des risques.

La troisième phase vise la durabilité des appuis. Cette dernière phase n'a pas encore démarré. Elle consistera à poursuivre les appuis aux associations qui auront démontré leur volonté d'aller de l'avant avec leur activité de production. Le PNUD envisage des appuis en termes de diversification et transformation des produits agro-pastoraux, et de négociation d'un fond de garantie avec une institution financière en faveur des RDExC.

#### **I.4. Acteurs principaux d'exécution**

Les principaux partenaires sont les Ministères représentés dans le Comité Technique de Suivi (CTS) du projet (Ministère de la Solidarité Nationale, Droits de la Personne Humaine et du Genre ; Ministère du Plan et Développement Communal, Décentralisation ; Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture); les Gouverneurs des trois provinces (également membres du CTS); les administrations communales; la Société Civile (les ONGs et Associations locales); le PNUD (qui assure le suivi technique), le Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB), qui co-préside le Comité de Pilotage Tripartite, et le groupe des donateurs dont: la Belgique, l'Allemagne, la Commission Européenne (également représentés au CTS).

## **II. RESSOURCES**

### **2.1. Ressources financières non-PBF**

Les engagements financiers initiaux des différents donateurs du projet se présentent comme suit:

a) PNUD/BCPR:	1 382 000 US \$
b) Gouvernement:	11 040 US \$

### **2.2. Révisions Budgétaires**

Il n'y a pas eu de révision budgétaire. Toutefois, suite au volume important des besoins à couvrir, la nécessité d'intervenir dans la totalité des communes pour les activités du SRC (au lieu de 9 initialement indiquées comme prioritaires), ainsi que les niveaux des salaires des travailleurs qui sont allés au-delà des prévisions, des dépassements budgétaires ont été enregistrés. Le PNUD a pu mobiliser des ressources supplémentaires pour couvrir les besoins additionnels.

### **2.3. Personnel national**

- Un Coordonnateur: En charge des questions de coordination programmatiques, de la préparation des plans de travail pour l'exécution du projet et le suivi-évaluation;
- Un Chargé de projet: En charge du suivi des activités du projet ainsi que la coordination provinciale à Bujumbura rural;
- 2 VNU nationaux: En charge de l'animation communautaire pour les différentes activités du projet sur terrain. En raison du volume des activités, le PNUD a procédé au recrutement des deux animateurs communautaires qui n'étaient pas initialement prévu dans le document de projet.
- Assistante Administrative et Financière : En charge de la supervision du charroi et du suivi des aspects administratifs et financiers;
- 5 Chauffeurs.

### **2.4. Personnel international**

- Un Conseiller technique principal: En charge de la gestion administrative et financière du projet et la coordination de la mise en œuvre des activités ;
- 2 VNU Coordonnateurs provinciaux : En charge de la coordination institutionnelle entre le projet, les autorités locales, les partenaires et les groupes cibles au niveau des communes et des provinces d'intervention du projet.

## **III. MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI**

### **3.1. Modalités d'exécution**

Le projet a été exécuté et mis en œuvre suivant la modalité d'exécution directe (DIM), conformément aux règlements financiers, administratifs et d'acquisitions du PNUD. Par conséquent, le PNUD a été responsable de la gestion du projet, de la fourniture des inputs et de leur conversion en outputs.

Pour permettre d'obtenir le maximum d'impact sur la consolidation de la paix, la sous-traitance avec les Associations locales et structures décentralisées (Agence d'Exécution Communautaire (ACE) a été la plus adaptée au contexte de partenariat du Système des Nations Unies avec le Burundi. Entre autres effets positifs, elle a permis de promouvoir le renforcement des capacités nationales, l'appropriation nationale ainsi que d'engager la responsabilité de la contrepartie nationale par rapport aux résultats attendus particulièrement à travers les subventions aux associations locales et administrations communales.

### **3.2. Procédures d'acquisitions**

Les biens et services ont été acquis en conformité avec le règlement du PNUD relatif aux acquisitions. Le projet a fait régulièrement appel aux services du Centre Intégré du Système des Nations (CISNU) pour les acquisitions de biens et services. Leur service de génie civil ont été très actif dans la conception des dossiers techniques pour l'élaboration des DAO des projets de réhabilitation des infrastructures sociales et du suivi technique des projets de réhabilitation des pistes rurales du SRC.

### 3.3. Modalités de suivi

Le suivi du projet s'est effectué à différents niveaux. Au niveau de l'unité de gestion du projet qui est responsable de suivre quotidiennement les activités et de préparer les rapports d'étapes périodiques et financiers, le travail de suivi a été largement facilité par le recours à des outils de mesure conçues et remplies sur une base régulière. Il s'agit de modèles prédéfinis de (1) fiche de suivi mensuel des activités, (2) fiches de suivi trimestriel des produits, (3) fiches de suivi annuel des effets et (4) fiche de suivi de l'impact. Le résultat a été de fournir une base d'informations courantes qui a aidé les partenaires à contrôler le projet. L'Unité relèvement communautaire du PNUD a également contribué au suivi du projet à travers des visites de terrain et la participation aux réunions périodiques du projet, et aux différents comités de suivi.

Dans cette perspective, le Comité Technique de Suivi (CTS) a joué un rôle fondamental. Ses principales attributions ont consisté à superviser et assurer le suivi des projets formulés dans le cadre du Plan Prioritaire Pour la Consolidation de la Paix au Burundi. Conséquemment, le CTS s'est assuré de la supervision stratégique de la mise en œuvre du projet et a veillé à l'approbation des plans de travail trimestriels ainsi qu'au suivi régulier des performances et de la coordination entre les partenaires et autres acteurs nationaux, bilatéraux et multilatéraux impliqués dans le suivi du projet. En plus d'examiner les rapports trimestriels programmatiques et financiers sur l'état d'avancement des projets soumis par le P3P, le CTS faisait des recommandations sur l'état d'avancement des activités du projet.

Le Comité de Pilotage Tripartite, pour sa part, a été responsable de mener les consultations nationales et de maintenir un lien étroit avec le projet.

### 3.4. Evaluations

Bien qu'au 31.12.2010, le projet n'ait pas fait l'objet d'une évaluation indépendante, il est important de noter qu'une évaluation est prévue au cours du semestre 2011. Un exercice qui visera essentiellement à évaluer les progrès accomplis au sein du projet. Les services d'un consultant externe indépendant du projet seront sollicités entre janvier et juin 2011, une fois que les activités résiduelles seront menées à terme.

## IV. RESULTATS

### 4.1. Progrès réalisés en relation avec les produits et résultats planifiés

**Résultat 1:** Les populations affectées par les conflits sont réintégrées de manière pacifique dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil

- **Réaliser une campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire précédant le démarrage des activités du projet, avec un accent particulier sur la promotion de la réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits locaux :**
- En partenariat avec l'ONG ALUPA, des campagnes de sensibilisation et de mobilisation communautaire avec un accent particulier sur la promotion de la réconciliation et la résolution pacifique des conflits locaux ont été organisées, animées et médiatisées dans 9 communes (Bubanza, Mpanda et Rugazi en province Bubanza ; Kabezi, Muhuta et Bugarama à Bujumbura Rural ; Buganda, Murwi et Rugombo à Cibitoke). Lesdites campagnes ont été précédées par l'identification des conflits fréquents dans chaque

commune à travers des Interviews Semi Structurées (ISS) réalisées auprès des différents groupes cibles dont: les administratifs locaux à différents niveaux (membres des CCDC, chefs de colline, les chefs de zone, les administrateurs communaux et leurs conseillers), les présidents des tribunaux de résidence ou leurs représentants, les officiers de la Police judiciaire (OPJ).

Les campagnes ont touché 334 personnes avec 20% de représentation féminine ; en provenance des différentes couches socioprofessionnelles des 9 communes. L'animation des campagnes a été focalisée sur 3 principaux thèmes à savoir : Prévention et résolution pacifique des conflits ; Réconciliation et cohésion sociale ; Mobilisation communautaire, droits et devoirs des citoyens). A la clôture des campagnes, des comités locaux de prévention et de résolution des conflits ont été mis en place dans chacune des 9 communes qui ont été couvertes par l'activité.

- **Réhabilitation des pistes de désenclavement avec l'approche HIMO par les jeunes (1800 x 3mois x 40\$) :**

En raison du niveau de pauvreté élevé parmi les RDExC et du nombre important de personnes n'ayant pas accès à la terre et à un habitat décent, le Service de Reconstruction Communautaire a bénéficié d'un appui plus conséquent qu'initialement prévu dans le document de projet. La création d'emplois temporaires a connu des avancées très positives pour les jeunes travailleurs composés d'adultes associés et membres des communautés d'accueil dans les provinces de Cibitoke et Bubanza.<sup>1</sup> Elle a contribué à changer leur perspective sur la possibilité d'accéder à un emploi et à une rémunération, facilitant ainsi leur intégration dans leur communauté d'accueil.



C'est dans cet optique qu'à Cibitoke, le P3P a financé 26 projets dont 15 relevaient du secteur des pistes. Débuté en mai 2010, les emplois temporaires dans la réhabilitation des pistes ont bénéficié à 2 080 jeunes travailleurs dont 1 300 adultes associés (63%), 780 membres des communautés d'accueil (37%), dont 40% de femmes parmi les MCA. D'une durée de trois mois, ces projets ont employé l'équivalent de 162 240 hommes/jour et injecté 780 millions de Fbu d'argent frais dans les communautés. Ce qui a eu un impact immédiat sur les économies locales (revenus et emplois temporaires) et la redynamisation des secteurs de production et des services.

Dans ce contexte, les Agences Communautaires d'Exécution (ACE) contractées pour encadrer les travaux ont joué un rôle important. Grâce à leur performance dans la gestion des travailleurs, les travaux de réhabilitation des pistes ont progressé conformément au délai d'exécution de 3 mois. Avec l'achèvement des activités le 21 août 2010, un total de 106 Kms ont été réhabilités. Auparavant les distances que devaient parcourir les populations environnantes étaient grandes. Aujourd'hui, le désengorgement des pistes a contribué considérablement à réduire les distances pour les membres des communautés de Cibitoke qui peuvent dorénavant circuler plus aisément pour vaquer à leurs occupations quotidiennes.

---

<sup>1</sup> Dans le cadre du projet Pacification des élections, le P3P a bénéficié d'un financement de 1,25 million de dollars pour étendre le Service de reconstruction communautaire dans 7 communes de Mairie. Ce projet a permis de créer des emplois temporaires pour 1 897 jeunes à risque, soit l'équivalent de 147 966 hommes/jour.

Les résultats significatifs enregistrés à Cibitoke ont eu pour effet de privilégier une approche similaire à Bubanza. Au total 30 projets ont été mis en œuvre dans les 5 communes de la province Bubanza, dont 18 ont concerné la réhabilitation des pistes. Ils ont démarré au début du mois de juillet 2010 et ont créé des emplois temporaires pour 2 400 jeunes et membres des communautés d'accueil dont 599 femmes.

A Cibitoke, comme à Bubanza, le système de paiement des salaires mis en place a permis de sensibiliser les bénéficiaires à une approche fondée sur l'épargne. En effet, chaque travailleur qui a été rémunéré à 234 000 FBU et a constitué 78 000 FBU d'épargne individuelle au bout des trois mois de travail. Le volet de la « réintégration durable » s'est appuyé sur la promotion de l'épargne et de l'investissement en sensibilisant les bénéficiaires à se regrouper volontairement en associations pour assurer leur réintégration durable. Les associations créées ont formulé des microprojets, essentiellement dans le secteur agropastoral. Grâce à l'argent épargné sur leurs salaires durant les 3 mois de travail et à une contribution du PNUD (à raison du triple de la contribution propre des membres) les projets de réintégration socio-économique durable formulés par les associations et les fonds pour les réaliser sont déjà assurés.<sup>2</sup>

L'encadrement des microprojets est assuré pendant 6 mois, par les Agences d'Exécution Communautaire (ACE). Les ACE qui ont été contractées ont été identifiées parmi les plus performantes par le projet P3P lors de la phase « création d'emplois temporaires ». En appui à cette activité, un consultant agroéconomiste a été recruté pour orienter le projet et préparer des fiches techniques sur les pratiques culturales qui collaboreront à la phase de mise en œuvre des projets de réintégration socio-économique.

- **Reboiser en projet HIMO (600 jeunes x 3 mois x 40 \$)**

La procédure d'appel d'offre pour le recrutement de partenaires d'exécution dans le cadre de l'activité de reboisement a permis de garantir des offres d'ONGs compétentes dans le domaine. Des recommandations en provenance des services qui gèrent le secteur reboisement ont conseillé de ne pas démarrer cette activité après le 15 mars, date de clôture de l'année sylvicole. Par conséquent, cette activité a dû être reportée dans un premier temps pour ne débiter qu'à l'approche de la prochaine saison pluvieuse au courant du mois de septembre-octobre 2010.

Les travaux de reboisement qui ont dû attendre le début de la saison des pluies, ont démarré le 1er septembre 2010 en partenariat avec 3 ONGs recrutées en avril 2010. L'activité a concerné 405 hectares dans 9 communes couvertes par le projet, à raison de 45 hectares/commune. Avant le démarrage des travaux, les ONGs partenaires ont pris soin de procéder en collaboration avec l'administration provinciale, communale et collinaire ainsi que les responsables du secteur forestier à la prospection et à la certification des sites à reboiser. Ensuite, les partenaires ont identifié des associations pour la production de plants d'essences de 648 000 arbres à planter dans les 9 communes. L'identification, la sélection et l'établissement des listes des 600 jeunes à employer dans ces travaux, pendant 3 mois, ont été effectuées une fois de plus en collaboration avec les autorités locales dans le strict respect de critères fixés par le projet. Ces critères reposent sur la représentation des différents groupes cibles (70 % parmi les catégories des rapatriés, déplacés et ex-

---

<sup>2</sup> A la suite du Service de reconstruction communautaire, 93 nouvelles associations mixtes (AA et MCA) ont été créées dans les provinces de Bubanza et Cibitoke. Elles se composent de 1 843 membres, dont 568 femmes. La contribution (épargne) des 93 associations s'élève à 84 110 200 Fbu. Avec le financement du gouvernement du Japon, le PNUD a triplé la contribution des associations pour un montant de 252 330 600 Fbu afin de les appuyer dans le développement de leur projet de réintégration durable dans les domaines agropastoraux.

combattants, et 30 % composés des vulnérables membres des communautés d'accueil, dont 40% des femmes). Une cartographie des sites et superficies à reboiser a été produite.

Les travaux se sont poursuivis et à la date de clôture du projet tous les 405 hectares prévus, sur des sites certifiés par les administrations communales dans 9 communes des 3 provinces couvertes par le projet (à raison de 45 hectares/commune) ont été reboisés. Un travail exécuté étroitement avec les administrations provinciales, communales et collinaires, ainsi que les responsables du secteur forestier à tous les niveaux. Au-delà de la clôture du projet, le principal défi consiste à assurer une sensibilisation des populations autour des boisements afin qu'elles s'en approprient et qu'elles se mobilisent pour l'entretien et la protection des sites reboisés contre les feux de brousse, les pâturages et autres exploitations illicites.

- **Réhabiliter 6 infrastructures sociales de base (centres de santé, écoles, adduction d'eau)**

En vue de contribuer à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base pour les populations affectées par les crises, à l'issue d'un processus participatif qui a inclus les autorités des administrations provinciales, communales et collinaires, les services sectoriels déconcentrés, les CCDC et autres représentants des communautés; y compris les femmes leaders, 7 écoles, 1 centre de santé et 1 adduction d'eau potable ont été identifiés et retenues pour la réhabilitation et/ou construction. Avant le démarrage des travaux proprement dits, les dossiers techniques (Cahiers des Clauses Techniques Particulières, Plans, Devis) composant les dossiers d'appel d'offres ont été élaborés pour l'ensemble des infrastructures avec le concours du CISNU. Dans le même sens, concernant l'adduction d'eau potable retenue, qui va desservir un centre de santé, 2 écoles primaires, un marché et le chef-lieu de la Commune (Bugarama en province de Bujumbura rural) une étude de faisabilité, à travers des services d'un consultant indépendant, a dû être réalisée préalablement.

Poursuivant l'objectif de relever l'économie des communautés et le renforcement des capacités locales, le projet a évalué les capacités des Communes concernées, à faire participer la communauté pour que cette dernière tire profit de tous les investissements à réaliser autour de ces infrastructures à réhabiliter/construire. Ainsi, les contrats à base de la modalité «Subventions» ont été conclus avec les Communes pour qu'elles puissent elles-mêmes assurer la maîtrise de l'ouvrage dans le cadre de l'exécution des travaux sur toutes les infrastructures.

Une analyse sur les usagers directs des infrastructures à réhabiliter/construire dégage qu'un effectif total de 10 360 usagers (écoliers et enseignants) avec des proportions importantes d'enfants issus des familles des déplacés, des familles rapatriées et des familles des Ex-combattants, en besoin de réintégration scolaire va bénéficier de ces infrastructures. Les activités du volet « infrastructures » intègrent aussi des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en direction des usagers, des services et collectivités bénéficiaires afin d'assurer une meilleure appropriation par les populations locales.

- **Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation des infrastructures socio communautaires.**

L'activité est reportée au semestre 2011 et accompagnera les travaux de réhabilitation / reconstruction des infrastructures. La planification de cette activité est liée à l'avancement des travaux de réhabilitation / reconstruction des infrastructures retenues. Elle sera menée parallèlement à l'exécution des travaux au cours du semestre 2011.

- **Auto-construction de 500 maisons**

L'enregistrement des listes des bénéficiaires des appuis à l'auto-construction a constitué un processus long et difficile. L'opération d'établissement du profil socio-économique des bénéficiaires a été menée systématiquement sur près de 4 166 ménages vivant dans 11 sites de déplacés et 5 villages ruraux intégrés répartis dans 4 des 9 communes couvertes par le projet. Cette démarche a néanmoins permis de connaître les ménages des déplacés vulnérables souhaitant retourner dans leurs communautés d'origine et d'assurer une plus grande transparence dans l'identification des bénéficiaires. Après la phase de la validation publique, 155 ménages ont été retenus pour recevoir les appuis à l'auto-construction / construction de leurs maisons sur 42 différentes collines de retour.



*Judith Nyamibara, chef de ménage, a quitté le site de déplacé de Ruvumvu pour s'installer sur sa colline d'origine à Ritenderi, en commune de Musigati*

Suite à 21 cas soustraits des listes, soit à cause de fausses informations livrées par certains chefs de ménages ; soit à cause des déclarations ou manifestations, par d'autres ménages, de leur incapacité à apporter la contribution demandée, 134 ménages, dont 33 dirigés par les femmes, ont définitivement été appuyés dans l'auto-construction de leurs maisons.

Sous le même volet, 176 maisons ont été construites en faveur des ménages vivant dans 2 VRIs installés dans 2 communes (Gateri en commune Buganda et Muyange II à Bubanza). Parmi ces maisons, 35 avaient été construites au VRI Gateri en 2006-2007 et ont détruites début 2010 à cause des pluies ; 66 maisons reviennent à des familles vivant dans des hangars aménagés dans le même VRI depuis 2006 ; tandis que les 75 autres maisons ont été construites pour 75 ménages dirigés par des femmes vulnérables (la plupart des veuves) qui n'ont pas encore bénéficié des logements décentes au VRI Muyange II.

En ce qui concerne les 66 maisons de Gateri dont la parcellisation a été complétée, le travail de construction repose sur une question de viabilisation qui est déterminante pour réinstaller dignement les 66 ménages de rapatriés. La viabilisation vise à permettre l'écoulement des eaux et à faciliter le passage sur le site.

**Résultat 2 :** Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités est rétabli.

- **Ateliers de formation à l'intention des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale en matière de réintégration et relèvement**

De mai à juin 2010, un partenariat avec l'ONG nationale CONSEDI (Conseil pour le Développement Intégré) a permis de faciliter la formation sur 5 modules de réintégration. La formation a suscité un intérêt particulier chez les élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale. Au total 371 personnes y ont participé dont 104 femmes (28%), en provenance des 9 communes d'intervention prioritaires des 3 provinces couvertes par le projet. Les modules de formation ont porté sur la notion de groupe cible en matière de réintégration post-conflit ; réintégration socioéconomique des personnes affectées par le conflit et relèvement communautaire ; élaboration des plans communaux de réintégration ; cohabitation pacifique intercommunautaire ; gestion et coordination du développement.

- **Campagne de sensibilisation à travers les médias (radios, journaux et TV) et Conception d'affiches et matériel de sensibilisation**

La campagne de sensibilisation à travers les médias a été fusionnée à la campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire (voir sous résultat 1) pour atteindre un plus grand public. Les thèmes qui ont été abordés au cours de la campagne ont été : (1) Prévention et résolution pacifique des conflits, (2) Réconciliation et cohésion sociale et (3) Mobilisation communautaire, droits et devoirs des citoyens. Au total, 38 spots publicitaires et 75 publiereportages et émissions ont été diffusés par quatre radiodiffuseurs (les Radios Isanganiro, RPA et la Radio Bonesha et la Radio Nationale) et deux Télévisions nationales et privées (la TV Nationale et la TV Renaissance). En termes de résultats, 334 participants issus de différents groupes sociaux ont été directement concernés par la campagne. La dissémination des messages conçus dans le cadre de la campagne médiatique a été assurée compte tenu de la couverture médiatique et de la base des auditeurs et des téléspectateurs potentiels.

**Résultat 3 :** Les populations affectées par les conflits ont accès à des moyens de subsistance durables

- **Identification des opérateurs économiques locaux pouvant jouer un rôle actif dans la revitalisation de l'économie.**

Une étude pluridisciplinaire a été menée sur les opportunités économiques et le marché du travail dans les 3 provinces couvertes par le projet. L'étude a contribué à identifier / inventorier les créneaux économiques porteurs pour la réintégration des populations affectées par la crise. Elle a également permis d'identifier les opérateurs économiques locaux pouvant jouer un rôle actif dans la revitalisation de l'économie. Enfin, l'étude a dégagé des informations importantes sur les filières potentielles dans les zones d'intervention du P3P. Cette information a été d'autant plus pertinente qu'elle a servi à orienter la 3ème composante du projet «réintégration socioéconomique des populations cibles à travers la relance des activités productrices et la promotion de l'entrepreneuriat local ».

- **Financement des initiatives visant l'entrepreneuriat local, Promotion de l'accès aux intrants agricoles et non-agricoles et développement de techniques de transformation et de conservation des produits ruraux**

En partenariat avec la FAO, le renforcement de la filière « conditionnement, transformation du poisson et appui à la commercialisation » a connu une avancée significative. Le renforcement de la filière s'est matérialisé à travers des formations sur les organisations associatives et le réseautage en faveur de 350 bénéficiaires sélectionnés parmi les groupes cibles dans 5 communes, à raison de 70 personnes/commune. Dans le cadre de ce projet, une étude sur la chaîne de la filière 'Pêche' a été réalisée. L'étude a relevé les forces et faiblesses de la phase de production et commercialisation ; Notamment dans le fait que le poisson est un produit périssable qui doit suivre un circuit de distribution court avec le moins d'intermédiaires possibles. Ce projet est toujours en cours de réalisation.

Sous la même activité, un appui a été apporté en matière d'élaboration de microprojets entrepris par 9 associations du VRI de Gateri. Ces 9 associations composées de 207 membres ont développé des projets de réintégration socio-économique dans les domaines de la riziculture, l'élevage caprins et la saponification. Toujours au niveau des VRI, le P3P a bénéficié d'un appui supplémentaire du programme Partenariats Public-Privé pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme<sup>3</sup>. Dans le cadre de ce sous

---

<sup>3</sup> La direction régionale de Johannesburg a fait une contribution de 100 000 \$ pour développer ce projet pilote d'autonomisation des femmes. Suite aux recommandations qui seront formulés par les consultants, les femmes des trois villages bénéficieront des appuis du projet.

projet, 2 consultants (1 international et 1 national) ont été recrutés et sont chargés de réaliser des études sur les conditions de vie des communautés, la prestation de services, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE) dans 3 VRI: Gateri et Kukamakara (Cibitoke), Muyange II (Bubanza).

- **Promotion de l'accès aux intrants agricoles et non-agricoles**

En partenariat avec les Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAEs) des provinces Bubanza et Bujumbura Rural (selon modalité 'GRANTS'), 134 ménages identifiés parmi les déplacés qui se sont prononcés pour le retour volontaire dans leurs propriétés d'origine recevront des appuis en intrants agropastoraux. Le critère de sélection tient compte de la possession d'un terrain cultivable d'une superficie d'au moins 10 ares. Ceux parmi les bénéficiaires qui remplissent ce critère reçoivent un kit standard composé de semences de haricot, manioc, maïs, de semences fruitières et maraîchères, de matériel aratoire, d'engrais chimiques ainsi que d'une chèvre et un bouc. Ceux qui ne disposent pas de la superficie requise reçoivent un petit cheptel composé d'une chèvre, un bouc, un porc et des aliments concentrés pour les animaux ainsi que des vermifuges. La composition des kits a tenu compte des quantités de semences nécessaires par rapport aux superficies à emblaver telles que prescrites par les DPAE.

- **Développement de techniques de transformation et de conservation des produits ruraux**

Une typographie des modèles d'unités et équipements adaptés aux produits potentiels à transformer selon les régions spécifiques a été menée. Dix (10) modèles d'unités et équipements à installer au niveau des VRI et des sites des déplacés considérés comme des villages définitifs de réinstallation, ont été déterminés. Cinq (5) principales filières seront concernées, à savoir : le manioc, le maïs, le riz, les noix de palme et les palmistes. Un appel d'offres international, en vue de l'achat/acquisition des équipements a été lancé en décembre 2010.

Parallèlement, des consultations ont été menées auprès des Organisations et services locaux, expérimentés dans ce domaine, en vue d'assurer l'installation des unités et la formation des bénéficiaires. Dans ce cadre, le CNTA (Centre National de Transformation Agro-alimentaire) a constitué une référence dans le choix des unités retenues.

**Résultat 4 :** Les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration sont renforcées.

- **Appui à la formulation d'une stratégie nationale de réintégration.**

Le processus d'élaboration de la stratégie a connu la participation des autorités des différents ministères concernés par les questions de réintégration, les responsables des programmes divers du Gouvernement appuyés par ses partenaires au développement, la Société Civile et le Secteur Privé, sous la responsabilité du Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration Sociale. Ce forum national traduit l'appropriation de la stratégie par le Gouvernement et constitue le



gage de la mise en application coordonnée et concertée de la stratégie et des programmes qui seront formulés sous son impulsion.

Au mois de Novembre 2009, la Ministre de la Solidarité Nationale a présenté les modalités de la stratégie à la Commission des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (Burundi). Une initiative qui a été saluée, car elle met en application la recommandation adoptée dans le troisième rapport intermédiaire de suivi du CSCP au Burundi (juillet 2009 : chapitre 2.5, « Question foncière et Relèvement communautaire »). Cette stratégie a été validée par le Conseil des Ministres/Gouvernement du Burundi le 18 février 2010 pour concrétiser la volonté du Gouvernement de s'en approprier et garantir sa mise en œuvre.

- **Appuyer le MSNRRRS pour le développement d'un programme national de réintégration et de relèvement communautaire**

Au mois de juin 2010, le projet a appuyé le MSNRRRS pour le recrutement d'un Consultant national chargé d'élaborer le plan d'action de mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit (SNRSEPA). Le projet a aussi contribué à multiplier la SNRSEPA en 2000 exemplaires afin d'en assurer une large diffusion.

Le plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit a été élaboré au courant des mois de juin et juillet 2010. Il a été analysé et validé en août 2010 par le Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire, Rapatriement et Réintégration, et ensuite dans un atelier national consultatif qui a réuni tous les acteurs impliqués dans le domaine de la réintégration.



En août 2010, à l'issue de la mission effectuée par Mme Judy Cheng-Hopkins (Sous-secrétaire Général des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix) qui lui a permis de visiter les réalisations du projet en province Bubanza, un programme intitulé « Consolidation de la paix à travers l'appui à la réintégration socioéconomique durable en faveur des personnes affectées par le conflit » a été développé. Ce nouveau programme intègre les actions-clé qui ont été identifiées dans la stratégie nationale de réintégration élaborée grâce à l'appui qui a été apporté par le projet.

#### **4.2. Progrès accomplis vers l'atteinte des résultats à moyens termes résultant de la réalisation des produits à courts termes au cours de la période couverte par le rapport**

- Le lancement du Service de Reconstruction Communautaire qui a créé des emplois temporaires pour plus de 4 080 personnes et injecté plus de 1 680 000 000 Fbu dans les 11 communes des provinces de Cibitoke et Bubanza a eu un impact immédiat sur la revitalisation des économies locales. Plusieurs travailleurs ont utilisé une partie de leur salaire et/ou de leur épargne pour s'acheter des petites parcelles pour construire leur maison, d'autres ont pu couvrir leur maison ou se lancer dans le petit élevage.
- La participation des RDExC, des membres de la communauté d'accueil, des autorités administratives et des membres des CCDC dans les travaux de réhabilitation a favorisé

le rétablissement des liens de confiance entre l'ensemble des membres des communautés.

- Toujours dans le cadre du SRC, la réhabilitation des pistes rurales a non seulement eu un impact sur le désenclavement de certaines collines, mais a aussi permis à certains administratifs de se déplacer dans des zones qui étaient jusqu'à tout dernièrement inaccessible. La réhabilitation de certaines pistes a également contribué à l'augmentation des échanges commerciaux et à favoriser une meilleure circulation des produits agricoles.
- Le réseau de partenariat développé par le projet, soit 35 associations locales, 5 ONG nationales et 10 communes a contribué au renforcement des capacités des partenaires dans l'élaboration, la planification et la gestion de microprojet.
- L'implication des autorités communales et des membres des Comités Communaux de Développement Communautaire dans le processus d'identification des projets et dans leur suivi programmatique et technique a favorisé un processus d'appropriation des infrastructures réhabilitées.
- En se dotant d'une stratégie nationale de réintégration, le gouvernement s'est donné les moyens pour relever les nombreux défis de la réintégration des populations affectées par les crises et de coordonner d'une manière plus efficace les ressources allouées par la communauté internationale dans les domaines de la réintégration et du relèvement communautaire

#### **4.3. Résultats clés atteints pendant la période**

- Le Service de Reconstruction Communautaire (création d'emplois temporaires et cohésion sociale) a permis de stabiliser une population à risque et de contribuer à la réintégration sociale des Rapatriés, Déplacés et Ex-combattants (RDEx) dans leur communauté d'accueil.
- La création de 102 associations mixtes composées de 2 050 RDExC et membres des communautés d'accueil ayant ouvert un compte dans une institution de micro finance et développé un projet de réintégration socio-économique durable suscite le travail en équipe et facilite le tissage des liens sociaux qui sont utiles pour cimenter les efforts de réconciliation de consolidation de la paix.
- Grâce à l'appui financier direct du projet aux communes, ces dernières ont contribué à l'amélioration de l'accès à un habitat décent et aux services sociaux de base des populations affectées par la crise par la construction de 330 maisons et la réhabilitation de 9 infrastructures sociales dans les zones à forte concentration de RDEx.
- Le Gouvernement s'est doté d'une stratégie nationale de réintégration socio-économique des personnes affectées par le conflit qui constitue le cadre de référence pour toutes les interventions.
- La mise en place d'un Secrétariat du Groupe sectoriel pour le relèvement communautaire, le Rapatriement et la Réintégration au sein du Ministère de la Solidarité Nationale a contribué au renforcement de ses capacités de planification, de coordination, de suivi et évaluation ainsi que dans la formulation de documents techniques.

#### **4.4. Contraintes majeures**

- Les besoins de construction des maisons et de viabilisation / assainissement dans les VRI, exprimés par les habitants nécessiteux et les autorités en charge de la gestion de ces villages à tous les niveaux, et le coût élevé de la réponse à y apporter, n'ont pas permis de réaliser l'auto-construction de 500 maisons prévues dans le PRODOC.
- Sous la même composante « construction des maisons dans les VRIs, » les pluies et les vents violents ont très souvent provoqué la destruction des murs et des toitures avant l'achèvement des travaux. Des appuis additionnels en matériaux et main d'œuvre ont dû être consentis.
- La faible capacité de gestion des partenaires d'exécution du projet a entraîné certain retard dans l'exécution des projets du SRC. Plusieurs séances de travail sur la planification et la gestion de base ont été organisées afin de renforcer les capacités des ACE.
- Les élections qui viennent de se dérouler dans tout le pays de mai à septembre 2010 et qui ont mobilisé, à la fois, les administrations locales, certains membres des CCDC et les populations, n'ont pas permis de réaliser certaines activités planifiées en temps voulu. Notamment, les sensibilisations et mobilisation communautaire ainsi que les ateliers de formation à l'intention des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale en matière de réintégration et relèvement communautaire.

#### **4.5 Retard dans l'exécution du projet**

Le projet n'a pas enregistré de retard dans le cadre des ressources financières affectées au projet. Certaines activités résiduelles du projet seront réalisées au cours des 6 prochains mois, mais sous un financement complémentaire du PNUD. Cependant, la réalisation de certaines activités a été retardées en raison de la courte durée de vie du projet (15 mois), il s'agit principalement de :

- Dans le cadre des activités de reboisement, alors que les administrateurs des communes avaient certifié les sites comme domaniaux, les populations autour des sites se sont réclamées propriétaires des parties des terrains, après le démarrage des activités. L'attente du règlement des conflits nés de ces situations ont ainsi entravé le déroulement normal des travaux.
- La planification de certaines activités liée aux saisons spécifiques, comme l'auto-construction qui a dû attendre la saison sèche. Le reboisement qui doit suivre l'année sylvicole correspondant à une période spécifique de l'année et la planification de la fourniture des intrants agricoles également liée aux saisons culturales, ont dû être tous deux reportés.
- La complexité de l'opération « porte à porte » pour l'établissement du profil socioéconomique des populations cibles, et un grand nombre de ménages sur lesquels elle a dû être réalisée, a retardé la sélection des bénéficiaires pour les différents appuis spécifiques prévus par le projet et le démarrage des activités correspondantes.

#### **4.6 Partenariats clés et collaboration inter Agences : impact sur l'accomplissement des résultats**

Le projet P3P a travaillé sur un principe élargi de partenariat. Le projet a été mis en œuvre par le PNUD, sous l'autorité du Ministère de la solidarité Nationale, des Droits de la

Personne Humaine et du Genre, avec la participation des administrations communales, des services sectoriels, des ONGs nationales, les agences spécialisées du SNU (Système des Nations Unies) et institutions publiques et privées spécialisées qui inclut les administrations gouvernementales au niveau communal, les organisations non gouvernementales (ONG), les associations locales, le secteur privé ainsi que les collectivités locales. Au niveau opérationnel, les activités se sont effectuées à travers des mécanismes de sous-traitance d'agences d'exécution, agences publiques, structures gouvernementales, partenaires sociaux, ONG, cabinets techniques et consultants spécialisés.

Le projet a évolué dans un cadre stratégique claire et défini qui s'inscrit dans le cadre du plan Prioritaire pour la consolidation de la paix. Les priorités socioéconomiques liées à la reconstruction ont démontré l'importance de lier les processus au niveau du SNU. A titre d'exemple, un protocole d'entente avec la FAO a contribué au renforcement de la filière « conditionnement, transformation du poisson et appui à la commercialisation ».

L'utilisation des services de la FENACOBU et de son réseau de COOPEC pour le paiement des salaires des travailleurs et pour l'encouragement à l'épargne s'est révélé fort judicieux pour la durabilité des activités de réintégration socio économique durable.

## **V. LECONS APPRISSES**

### **5.1 Comment et par qui les activités ont-elles été suivies et évaluées? Veuillez résumer les résultats du feedback reçu, y compris celui des bénéficiaires.**

- L'Unité de gestion, composée du Directeur national du projet, du Ministère de la Solidarité nationale et le personnel du projet ont assuré conjointement le suivi des activités du projet. Le projet a encouragé une approche participative et inclusive en responsabilisant les autorités locales et membres des CCDC dans l'exécution et le suivi des projets du SRC et de réhabilitation des infrastructures sociales.
- Le Comité Technique de Suivi (CTS) a tenu cinq (5) séances régulières et une réunion extraordinaire s'est tenue pour la validation dans le choix des infrastructures sociales. Il est important de souligner la forte implication des trois gouverneurs, membres du CTS, dans le suivi des activités du projet. Les contributions et conseils prodigués par les membres du CTS ont permis d'améliorer l'exécution du projet. Pour des raisons hors de notre contrôle, les membres du CTS n'ont pu réaliser une mission d'évaluation sur le terrain. Une mission du CTS sera programmée au premier trimestre 2011.
- Le Comité de Pilotage Conjoint à travers les réunions périodiques pour analyser et approuver les rapports périodiques sur l'état d'avancement des projets ainsi que les rapports d'évaluation de leur impact des projets. Les orientations stratégiques données ont contribué à améliorer la complémentarité et la synergie des projets sur le terrain ainsi que l'impact du projet dans le cadre global de la mise en œuvre du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix

### **5.2 Qu'est-ce que votre organisation/partenaire a appris du Projet et comment cela s'inscrit-il dans le cadre de la continuité ?**

- La création d'emplois temporaires et des opportunités économiques durables pour les populations affectées par le conflit à travers des appuis à la reconstruction communautaire, la promotion de la cohésion sociale, la stabilité et la sécurité constitue un préalable à toutes autres interventions. Il est impératif d'assurer un revenu minimum à ces populations afin de leur permettre de subvenir à leur besoin. De plus, en

encourageant l'épargne, nous avons engagé un processus de responsabilisation des populations et de partage des risques des investissements / subventions.

- Dans le cadre de la reconstruction communautaire, la prise en compte des Plans Communaux de Développement Communautaire des communes a permis de mieux orienter les microprojets vers les secteurs prioritaires. En donnant la priorité aux acteurs locaux dans l'exécution des projets, le PNUD a engagé un processus de d'appropriation locale qui a contribué au rétablissement des liens de confiance entre les RDExC, populations d'accueil et autorités locales.

### **5.3 Les expériences acquises au cours de l'exécution du Projet ont-elles été mises à profit et diffusées ?**

Plusieurs émissions radio, articles de presse ont été produits sur les réalisations du projet. Avec l'appui des collègues du département de Communications du PNUD, plusieurs documents ont été mis en ligne (sur le site web du PNUD). D'ailleurs, les documents sur la réintégration sont parmi les plus lus. Le projet va également produire un bref documentaire (film) qui sera diffusé à grande échelle. En raison des résultats positifs obtenus par le Service de Reconstruction communautaire, ce programme sera également réalisé dans d'autres provinces prioritaires de la stratégie nationale de réintégration. En effet, le SRC est présentement mis en œuvre dans le nouveau Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration dans les provinces de Bururi, Makamba et Rutana.

### **5.4 Le cas échéant, décrivez les liens que vous aurez développé avec d'autres Projets en vue de renforcer l'impact ?**

En tant que projet pilote du futur programme national de réintégration socio-économique des populations affectées par les crises, le P3P, appuyé par l'Unité relèvement communautaire du PNUD a joué un rôle majeur dans la vulgarisation de la nouvelle stratégie du gouvernement. Le projet a entre autres contribué dans la formulation du Programme intégré d'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socio-économique des populations affectées par le conflit qui constitue la réponse des Nations Unies à l'axe stratégique 2 de l'UNDAF. Le projet a également mobilisé de nouvelles ressources financières afin d'étendre son Service de Reconstruction Communautaire dans les provinces de Bujumbura et Bururi. Le projet a également entretenu des rapports réguliers avec la Coopération Technique Belge (Cibitoke) et le PRADECS en province de Bujumbura afin de mieux coordonner les actions et de créer des synergies entre les différents acteurs intervenant dans les mêmes provinces / communes.

## **VI. PERENNISATION DES ACQUIS DU PROJET**

Dès le démarrage du projet, des ateliers et des réunions de réflexion ont été organisées sur l'élaboration d'un plan de pérennisation des acquis du projet P3P. Les Gouverneurs des trois provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke ainsi que les responsables d'Antennes provinciales du Plan, des délégués des 3 Ministères (Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration Sociale, Ministère du Plan et de la Reconstruction, Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal) ont été impliqués dans l'élaboration du plan de pérennisation du projet. Au cours des concertations qui ont eu lieu, des pistes de réflexion largement inspirées d'expériences précédentes ont été explorées et ont recommandé:

- Le renforcement des capacités des structures administratives et communales locales ;
- La mise en place d'un cadre de concertation interprovincial vis-à-vis des questions de réintégration et de relèvement communautaire ;
- La cession du matériel du projet à l'administration locale à la clôture du projet.

Cette dernière recommandation a été mise en place. Au terme des projets du P3P, tels que les projets reboisement et de réhabilitation des pistes, le matériel a été entièrement cédé aux administrations communales pour faciliter l'entretien des réalisations du projet. Il est important que les populations soient elles-mêmes impliqués dans la pérennisation des projets. L'appropriation des résultats atteints passe par un mode de gestion où les populations environnantes et l'Administration territoriale sont impliquées. C'est par cette voie que ces dernières se sentiront plus concernées, et par conséquent, participeront aux différentes activités d'entretien et de protection.

En raison du nombre important de personnes affectées par le conflit, et de la nécessité de trouver des ressources financières supplémentaires pour la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie nationale de réintégration, il s'avère fondamental de poursuivre le plaidoyer auprès du PBSO, des agences multilatérales et bilatérales afin de contribuer à la consolidation de la paix durable au Burundi.

# ANNEXE

### Liste des partenaires d'exécution du projet P3P en 2010 et des activités résiduelles de 2011

No	N° Contrat	Titre du projet	Partenaire	Zone d'intervention	Montant du contrat (en Fbu) 2010	Activités résiduelles 2011 (en Fbu)	Observations
<b>Résultat 1 : Les populations affectées par les conflits sont réintégrées de manière pacifique dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil</b>							
1	RFP/2009/335	Campagne de sensibilisation et mobilisation communautaire autour de la promotion de la réconciliation et la résolution pacifique des conflits locaux dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke et la médiatisation de cette campagne et d'autres activités du projet P3P	ONG APULA	Bubanza, Mpanda, Rugazi, Kabezi, Muhuta, Bugarama, Buganda, Murwi et Rugombo	29 922 525		Clôturé
2	SRC/Bub/ Bub 01	Réhabilitation de la piste MUHANZA-NYAMITANGA(13,8 Km)	DAGROPASS	Commune Bubanza	8 827 988		Clôturé
3	SRC/Bub/ Bub 02	Réhabilitation de la piste BUBANZA-CIYA(environ 9Km)	Commune Bubanza	Commune Bubanza	8 827 988		Clôturé
4	SRC/Bub/ Bub 03	Réhabilitation de la piste BUBANZA-NGARA(environ 15Km)	ADPD	Commune Bubanza	8 827 988		Clôturé
5	SRC/Bub/ Bub 04	Reboisement de la forêt domaniale sur le site GITOVU	CROIX ROUGE	Commune Bubanza	8 827 988		Clôturé
6	SRC/Bub/ Bub 05	Aménagement de 2 terrains (volley-ball et basket-ball)	Commune Bubanza	Commune Bubanza	8 827 988		Clôturé
7	SRC/Bub/Gih 01	Réhabilitation de la piste Transversale 4-Transversale 1 (environ 7Km)	UNAVEBU	Commune Gihanga	8 827 988		Clôturé
8	SRC/Bub/Gih 02	Réhabilitation de la piste NDAVA - BUSONGO vers KAGWEMA (environ 8 Km);	VYIZIGIRO	Commune Gihanga	8 827 988		Clôturé
9	SRC/Bub/Gih 03	Réhabilitation de la piste Tr 12 – Tr5 (dorsale) (environ 9Km)	ACD TURWANEMUNDA	Commune Gihanga	8 827 988		Clôturé
10	SRC/Bub/Gih 04	Réhabilitation de la piste Transversale 3 (environ 6 Km)	UNAVEBU	Commune Gihanga	8 827 988		Clôturé
11	SRC/Bub/Gih 05	Aménagement d'un terrain de football dans la Zone Gihanga ;	Commune Gihanga	Commune Gihanga	8 827 988		Clôturé
12	SRC/Bub/Gih 06	Aménagement de terrain de football dans la zone Buringa.	Commune Gihanga	Commune Gihanga	8 827 988		Clôturé
13	SRC/Bub/Mpa 01	Réhabilitation de la piste RUGENGE-TRANSVERSALE 12 (10 Km)	BMCM	Commune Mpanda	8 827 988		Clôturé
14	SRC/Bub/Mpa 02	Réhabilitation de la piste GASEKERI-MAHONDA(8Km)	MPORE	Commune Mpanda	8 827 988		Clôturé
15	SRC/Bub/Mpa 03	Réhabilitation de la piste GAHWAZI I-RUZIBA (environ 10Km)	Commune Mpanda	Commune Mpanda	8 827 988		Clôturé

No	N° Contrat	Titre du projet	Partenaire	Zone d'intervention	Montant du contrat (en Fbu) 2010	Activités résiduelles 2011 (en Fbu)	Observations
16	SRC/Bub/Mpa 04	Réhabilitation de la piste GAHWAZI I-BUTANUKA (environ 9 Km)	DUKINGIRE IBIDUKIKIJE	Commune Mpanda	8 827 988		Clôturé
17	SRC/Bub/Mpa 05	Fabrication des briques pour la construction du Lycée Communal à Butanuka de 6 classes 1 étage ;	BMCM	Commune Mpanda	8 827 988		Clôturé
18	SRC/Bub/Mpa 06	Projet de Reconstruction Communautaire : Fabrication de briques pour la construction du Collège Communal à Musenyi ;	COMMUNE MPANDA	Commune Mpanda	8 827 988		Clôturé
19	SRC/Bub/Mpa 07	Aménagement d'un terrain de football dans la Zone KANENGA.	ARCOGEC	Commune Mpanda	8 827 988		Clôturé
20	SRC/Bub/Mus 01	Réhabilitation de la piste MUSIGATI-NYAMUGERERA (environ 9Km)	DUTEZIMBERE INDIMO	Commune Musigati	8 827 988		Clôturé
21	SRC/Bub/Mus 02	Réhabilitation de la piste KAYANGE-MASARE (environ 9Km)	Association des ex-combattants du FNL	Commune Musigati	8 827 988		Clôturé
22	SRC/Bub/Mus 03	Aménagement du terrain de football de MUYEBE	CROIX ROUGE	Commune Musigati	8 827 988		Clôturé
23	SRC/Bub/Mus 04	Aménagement du terrain de football de KIVYUKA	COMMUNE Musigati	Commune Musigati	8 827 988		Clôturé
24	SRC/Bub/Mus 05	Aménagement du terrain de football de NTAMBA	COMMUNE Musigati	Commune Musigati	8 827 988		Clôturé
25	SRC/Bub/Rug 01	Réhabilitation de la piste MUZINDA-MANEGE(environ 8Km)	TWIKEBUKE	Commune Rugazi	8 827 988		Clôturé
26	SRC/Bub/Rug 02	Réhabilitation de la piste RUTAKE-GISOZI-NYABANTU(environ 5Km)	HOZABANA	Commune Rugazi	8 827 988		Clôturé
27	SRC/Bub/Rug 03	Réhabilitation de la piste MUZINDA-RUGAZI(environ 10Km)	Commune Rugazi	Commune Rugazi	8 827 988		Clôturé
28	SRC/Bub/Rug 04	Réhabilitation de la piste BUTAVUKA-KIRENGANE (environ 7Km)	TUZAMURANE MWITERAMBERE	Commune Rugazi	8 827 988		Clôturé
29	SRC/Bub/Rug 05	Réhabilitation de la piste NYAKADAHWE-RUCE(environ 9Km)	HOZABANA	Commune Rugazi	8 827 988		Clôturé
30	SRC/Bub/Rug 06	Aménagement du terrain de football à Rugazi	COMMUNE Rugazi	Commune Rugazi	8 827 988		Clôturé
31	SRC/Bub/Rug 07	Aménagement du terrain de football à Muzinda	TUZAMURANE MWIITERAMBERE	Commune Rugazi	8 827 988		Clôturé
32	SRC/Cib/Bug 01	Réhabilitation de la piste Transversale 6-Gasenyi-Rusizi-Dorsale	Unissons nous pour combattre la Pauvreté	Commune Buganda	9 131 112		Clôturé

No	N° Contrat	Titre du projet	Partenaire	Zone d'intervention	Montant du contrat (en Fbu) 2010	Activités résiduelles 2011 (en Fbu)	Observations
33	SRC/Cib/Bug 02	Réhabilitation de la piste Transversale 3-Kansega	ACD	Commune Buganda	9 131 112		Clôturé
34	SRC/Cib/Bug 03	Réhabilitation de la piste Gikuyu-Nimba	ABAGUMWAKIVI	Commune Buganda	9 131 112		Clôturé
35	SRC/Cib/Bug 04	Réhabilitation Canal d'irrigation Kansega	KENYERAWIYUBAKE	Commune Buganda	9 131 112		Clôturé
36	SRC/Cib/Bug 06	Réhabilitation captage source Nyamure	ABAVANDIMWE	Commune Buganda	9 131 112		Clôturé
37	SRC/Cib/Bug 07	Réhabilitation du terrain de football Gasenyi	AEAODV	Commune Buganda	9 131 112		Clôturé
38	SRC/Cib/Bug 08	Réhabilitation canal d'irrigation Murambi	ALUCOVIS	Commune Buganda	9 131 112		Clôturé
39	SRC/Cib/Buk 01	Réhabilitation piste Ndora-Kiruhura	INKINGI YAMAHO	Commune Bukinanyana	9 131 112		Clôturé
40	SRC/Cib/Buk 02	Réhabilitation piste Bumba-Nderama	Commune Bukinanyana	Commune Bukinanyana	9 131 112		Clôturé
41	SRC/Cib/Buk 03	Réhabilitation piste Nyarumba-Sehe	ADEBU	Commune Bukinanyara	9 131 112		Clôturé
42	SRC/Cib/Mab 01	Réhabilitation piste Kabere-Mukoma	COMMUNE MABAYI	Commune Mabayi	9 131 112		Clôturé
43	SRC/Cib/Mab 02	Réhabilitation du Collège Communal Gikura	COMMUNE MABAYI	Commune Mabayi	9 131 112		Clôturé
44	SRC/Cib/Mug 01	Réhabilitation Piste Mugono-Bwayi	COMMUNE MUGINA	Commune Mugina	9 131 112		Clôturé
45	SRC/Cib/Mug 02	Réhabilitation piste Bwayi-Mwarangabo-Rugajo	ADIB	Commune Mugina	9 131 112		Clôturé
46	SRC/Cib/Mug 03	Reboisement colline Marumbo	COMMUNE MUGINA	Commune Mugina	9 131 112		Clôturé
47	SRC/Cib/Mug 04	Aménagement du Marché Bwayi	ADIB	Commune Mugina	9 131 112		Clôturé
48	SRC/Cib/Mur 01	Réhabilitation piste Bubogora	ARECOM	Commune Murwi	9 131 112		Clôturé

No	N° Contrat	Titre du projet	Partenaire	Zone d'intervention	Montant du contrat (en Fbu) 2010	Activités résiduelles 2011 (en Fbu)	Observations
49	SRC/Cib/Mur 02	Réhabilitation piste Murwi-Mushanga	URISANZE	Commune Murwi	9 131 112		Clôturé
50	SRC/Cib/Mur 03	Amenagement du Pont Munguzi	DUFASHANYE ASFC	Commune Murwi	9 131 112		Clôturé
51	SRC/Cib/Mur 04	Aménagement du Pont Nyagihashu	RJCLS	Commune Murwi	9 131 112		Clôturé
52	SRC/Cib/Mur 05	Aménagement du Marché de Buhayira	IEF	Commune Murwi	9 131 112		Clôturé
53	SRC/Cib/Mur 06	Aménagement du Marché de Rwesero	ALS	Commune Murwi	9 131 112		Clôturé
54	SRC/Cib/Mur 07	Réhabilitation du terrain de football de Murwi	ACUVAM	Commune Murwi	9 131 112		Clôturé
55	SRC/Cib/Rug 01	Réhabilitation piste Transversale 4 -Kiramira	INKINGI YAMAHO	Commune Rugombo	9 131 112		Clôturé
56	SRC/Cib/Rug 02	Réhabilitation de la piste Rubuye I - Rusizi	DUSUBIZEHAMWE	Commune Rugombo	9 131 112		Clôturé
57	SRC/Cib/Rug 03	Traçage des courbes de niveau antiérosives et fabrication des briques pour la construction des maisons de vulnérables de la commune de Samwe	Commune Rugombo	Commune Rugombo	9 131 112		Clôturé
58	SRC/Cib/COOP 01	Frais de déboursement revenant à la COOPEC sur l'ensemble des projets	FENACOBU COOPEC	Les 6 communes de la province de Cibitoke	29 705 994		Clôturé
59	SRC/Cib/COOP 02	Paiements salaires des travailleurs sur 26 projets par la COOPEC	FENACOBU COOPEC	Les 6 communes de la province de Cibitoke	557 587 290		Clôturé
60	P3P/BUJ/Bug/01	Adduction d'eau potable de la colline Kagona vers la colline Kanamuhe sur une distance de 7,088 mètres	Commune Bugarama	Commune Bugarama	117 213 428		En cours
61	P3P/BUJ/Kab/02	Réhabilitation du Lycée Kabezi, construction des latrines pour le Lycée Kabezi et pour les écoles primaires Kabezi I, Kabezi II et Kabezi III	Commune Kabezi	Commune Kabezi	93 527 850		En cours
62	P3P/BUJ/Muh/02	Construction de deux blocs de 3 salles de classes, 1 bloc administratif et de 2 blocs latrines à l'école primaire Murago	Commune Muhuta	Commune Muhuta	158 535 889		En cours

No	N° Contrat	Titre du projet	Partenaire	Zone d'intervention	Montant du contrat (en Fbu) 2010	Activités résiduelles 2011 (en Fbu)	Observations
63	P3P/BUB/Bub/03	Construction de 3 salles de classe et d'un bloc administratif pour l'extension de l'école primaire Ruvumvu, équipement mobilier des salles de classe et le bloc administratif construits pour Ruvumvu, construction des latrines pour l'école primaire Ruvumvu, nouvelle construction de 3 salles de classe pour l'école primaire Giko, équipement des salles de classe construites pour Giko, construction des latrines pour l'école primaire de Giko	Commune Bubanza	Commune Bubanza	131 734 787		En cours
64	P3P/BUB/Mpa/01	Construction de 3 salles de classe et bloc administratif pour l'extension de l'école primaire de Gifurwe, construction des latrines pour l'école primaire Gifurwe, construction de 2 salles de classe et d'un bloc administratif en extension de l'école primaire Nyamabere, équipement des salles de classe et du bloc administratif construits pour l'EP Nyamabere, construction des latrines pour l'école primaire de Nyamebere	Commune Mpanda	Commune Mpanda	149 611 686		En cours
65	P3P/BUB/Rug/02	Construction d'un Centre de santé à Kirengane	Commune Rugazi	Commune Rugazi	160 717 417		En cours
66	P3P/CIB/Bug/01	Construction de 35 maisons en faveur des 35 ménages du VRI Gateri dont les maisons ont été détruites par la pluie et la construction de 450 ml de caniveau d'assainissement dans le VRI Gateri	Commune Buganda	Commune Buganda	57 084 670		En cours
67	P3P/CIB/Bug/02	Parcellisation, viabilisation et construction de 66 nouvelles maisons, avec latrines, ainsi que les travaux de canalisation autour des maisons construites, en extension au VRI de Gateri	Commune Buganda	Commune Buganda	98 180 880		En cours
68	P3P/BUB/Rug/01	Auto-construction de 19 maisons en faveur des déplacés voulant quitter les sites des déplacés de Rugazi (Nyamirama, Ruange I et Ruyange II), et regagner leurs collines d'origine	Commune Rugazi	Commune Rugazi	10 806 675		En cours
69	P3P/BUB/Bub/02	Construction de 75 maisons en faveur des chefs de ménage femmes vulnérables (Veuves, Fille-mères, etc.) au VRI Muyange II	Commune Bubanza	Commune Bubanza	121 289 438		En cours
70	P3P/BUB/Bub/01	Auto-construction de 100 maisons en faveur des déplacés de Bubanza (Moka, Ruvumvu, Kivogo et Muyange II) et regagner leurs collines d'origine	Commune Bubanza	Commune Bubanza	47 601 900		En cours

No	N° Contrat	Titre du projet	Partenaire	Zone d'intervention	Montant du contrat (en Fbu) 2010	Activités résiduelles 2011 (en Fbu)	Observations
71	P3P/BUJ/Muh/01	Auto-construction de 21 maisons en faveur des déplacés voulant quitter le site des déplacés de Rutongo et regagner leurs collines d'origine	Commune Muhuta	Commune Muhuta	10 929 127		En cours
72	P3P/BUJ/Kab/01	Auto-construction de 15 maisons en faveur des déplacés voulant quitter le site de déplacés de Kabezi et regagner leurs collines d'origine	Commune Kabezi	Commune Kabezi	8 601 000		En cours
<b>Sous-total Résultat 1:</b>					<b>2 285 299 108</b>		
<b>Résultat 2 : Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités locales est rétabli.</b>							
73		Ateliers provinciaux de formation des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke sur la réintégration socio économique des personnes affectées par le conflit	CONSEDI	Bubanza, Mpanda, Rugazi, Kabezi, Muhuta, Bugarama, Buganda, Murwi et Rugombo	49 113 000		Clôturé
74		Atelier sur la résolution pacifique des conflits et la coexistence pacifique dans les 22 communes				60 547 360	A réaliser en 2011
75		Réalisation d'un documentaire sur le SRC ( approche 3 x 6)				14 760 000	En cours
76		Campagne de sensibilisation à travers les médias (radios, journaux et TV)	ALUPA	Territoire national			A été réalisée à travers le projet No 1
<b>Sous-total Résultat 2:</b>					<b>49 113 000</b>	<b>75 307 360</b>	
<b>Résultat 3: Les populations affectées par les conflits ont accès à des moyens de subsistance durables en appui à leur réintégration socioéconomique</b>							
77		Le renforcement de la filière du conditionnement et de la transformation du poisson de lac au Burundi et appui à sa commercialisation	FAO	Communes de Bugarama, Muhata, Kabezi Bubanza Buganda	213 651 000		En cours. Contribution de 25 000 \$-FAO

No	N° Contrat	Titre du projet	Partenaire	Zone d'intervention	Montant du contrat (en Fbu) 2010	Activités résiduelles 2011 (en Fbu)	Observations
78	P3P/BUJ/DPAE/01	Fourniture de kits en intrants agricoles et petit cheptel au bénéfice de 28 ménages des déplacés en train de quitter les sites pour retourner dans leurs collines d'origine situées dans les communes de Kabezi et Muhuta	DPAE	Muhuta, Kabezi		8 313 741	En cours
79	P3P/BUB/DPAE/01	Fourniture de kits en intrants agricoles et petit cheptel au bénéfice de 106 ménages des déplacés en train de quitter les sites pour retourner dans leurs collines d'origine situées dans les communes de Bubanza et Rugazi	DPAE	Bubanza, Rugazi, Muhuta, Kabezi		26 577 468	En cours
80		Achat d'unités de transformation des produits agricoles				118 400 000	Appel d'offres international en cours
81		Autonomisation des femmes dans les VRI de Gateri, Muyange II		Bubanza, Buganda		98 400 000	En cours
82		Formation et installation des unités de transformation				50 000 000	Après l'acquisition des unités
83	Cib/Bug/001	Elevage de chèvres par les 22 membres de l'Association Dushingimizi du VRI de Gateri	ACD	Commune Buganda		4 500 000	En cours
84	Cib/Bug/002	Elevage de chèvres par les 20 membres de l'Association Dusanure Ingo Z'Abasambutse du VRI de Gateri	ACD	Commune Buganda		4 500 000	En cours
85	Cib/Bug/003	Elevage de chèvres par 20 membres de l'Association Twiyungunganye du VRI de Gateri	ACD	Commune Buganda		4 500 000	En cours
86	Cib/Bug/004	Culture du riz sur 2 ha par les 22 membres de l'Association Graddev-Tubane à la TR4 Ndava du VRI de Gateri	ABAVANDIMWE	Commune Buganda		5 989 500	En cours
87	Cib/Bug/005	Elevage de chèvres par les 10 membres de l'Association Tubane du VRI de Gateri	ABAVANDIMWE	Commune Buganda		2 996 840	En cours
88	Cib/Bug/006	Fabrication de savons par les 10 membres de l'Association Turwanyumwanda du VRI de Gateri	ABAVANDIMWE	Commune Buganda		2 970 000	En cours
89	Cib/Bug/007	Culture du riz sur 4 hectares par les 45 membres de l'Associationb ADF Dufatanemunda du VRI de Gateri	ALUCOVIS	Commune Buganda		6 000 000	En cours

90	Cib/Bug/008	Elevage de chèvres par les 19 membres de l'Association Twitezimbere du VRI de Gateri	ALUCOVIS	Commune Buganda		4 500 000	En cours
<b>No</b>	<b>N° Contrat</b>	<b>Titre du projet</b>	<b>Partenaire</b>	<b>Zone d'intervention</b>	<b>Montant du contrat (en Fbu) 2010</b>	<b>Activités résiduelles 2011 (en Fbu)</b>	<b>Observations</b>
91	Cib/Bug/009	Elevage de chèvres par les 20 membres de l'Association Ronkibuntu du VRI de Gateri	ALUCOVIS	Commune Buganda		4 500 000	En cours
<b>Sous-total Résultat 3:</b>					<b>213 651 000</b>	<b>342 147 549</b>	
<b>Résultat 4 : Les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration sont renforcées</b>							
92		Appui à la formulation de la stratégie nationale de réintégration socio-économique des personnes affectées par le conflit (consultant international, ateliers de formulation et validation, et multiplication de 2000 exemplaires)			81 375 100		Clôturé
93		Appui à la mise en place du Secrétariat du Groupe sectoriel RCRR au Ministère (équipements et fournitures, internet & communications),			17 887 790	9 348 000	En cours
94		Appui à la formulation du plan d'action de mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration des personnes affectées par le conflit			8 337 166		Clôturé
<b>Sous-total Résultat 4:</b>					<b>107 600 056</b>	<b>9 348 000</b>	
<b>Evaluation finale externe</b>							
95		Un consultant international & un consultant national				61 500 000	Programmé en juin 2011
<b>Grand total</b>					<b>2 655 663 164</b>	<b>488 302 909</b>	